

Ecrit par Laurent Garcia le 24 mai 2020

Le plongeon historique de l'économie régionale



Renaud Muselier appelle à une reprise de l'activité qui sera fera seulement si l'on accepte de reprendre le risque de vivre et de s'ouvrir à un monde qui va changer. En se dressant contre une dégradation du climat politique.

La fameuse carte de « déconfinement » ne tient aucun compte des foyers d'infection. Elle a seulement été établie en fonction de nombre de cas et de la capacité d'accueil des services de réanimation au jour 'j'. C'est ainsi que tous les cafés et restaurants du Vaucluse restent fermés alors qu'il n'y a plus aucun malade du Covid en réanimation (19 mai) et moins de 30 personnes hospitalisées. « Et maintenant, on nous parle déjà d'un rebond du virus, d'une deuxième vague et, tant qu'on y est, on n'a qu'à nous dire que tout le monde va mourir », enrage Renaud Muselier, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et président de 'Région de France'. Il faudra bien reprendre le risque de vivre. L'idée d'un

Ecrit par Laurent Garcia le 24 mai 2020

déconfinement progressif s'est imposée : vont rouvrir quelques magasins, redémarrer certaines activités. Comment ces quelques petits 'peu' peuvent faire vivre un ensemble ou une société ?

« Il faut faire confiance aux gens. »

Comment peut-on tester à l'infini notre patience pour savoir quelle part minimale d'interaction humaine nous sommes prêts à accepter ? Manifestement, la France a choisi d'arrêter son économie bien plus que ses voisins comme le montre le recul actuel du PIB. « Il faut faire confiance aux gens, ne pas tout le temps s'imaginer qu'il faut les biberonner ». Sans confiance, pas de reprise de l'économie.

Comment nous retrouver ?

Intitulé « Anticiper, ouvrir, accompagner, revivre », le plan de reprise du Conseil régional, mobilisant 1,4 milliard d'euro dont 174 M€ d'aides d'urgence aux entreprises, reste sous l'épée de Damoclès de 'M. Déconfinement'. « Je connais bien monsieur Castex qui est un homme intelligent et travailleur, ce qui est un atout. Entre parenthèses, heureusement qu'on a M. Veran et non Mme Buzin au ministère», poursuit-il. « Mais il est dans la logique du prisme parisien, de la contrainte idéologique sanitaire, du tout et son contraire, qui font que l'on n'a jamais une décision claire et tranchée ».

Dans ce contexte, le représentant des 18 régions de France remet sur le tapis la question de l'efficacité de l'action publique. Certes, les villes ont la proximité, les départements le social, les régions la compétence économique. Mais cette crise dégrade le climat politique et fait inévitablement ressurgir les tensions entre les collectivités : elle repose avec un peu plus d'acuité la question de la décentralisation.

« Tout le monde s'en mêle »

« Plutôt que par '3D' pour décentralisation, différenciation, déconcentration, on ferait mieux de commencer par '3C', pour confiance, compétences, clarification » rabâche le président.

Pour la région il y a là plusieurs enjeux, dont celui de l'urgence. D'abord, donner le plus tôt possible des dates d'ouverture, faire en sorte de cibler les nouvelles clientèles du tourisme, régler la question des campings, annuler les redevances de terrasse, parce qu'il est évident que « la région a probablement perdu 5 milliards de recettes touristiques et culturelles sur les 20 milliards d'une saison classique », constate Renaud Muselier qui croit dur comme fer à la possibilité d'une vraie relance par l'initiative des élus et des citoyens. Une nouvelle campagne de promotion du tourisme (2,1 M€, un record) et le premier chèque-vacance régional vont voir le jour. A Nice, 30 kilomètres de piste cyclable ont été créées. Une centaine de chantiers ont repris dans les lycées. « Dès le 11 mai, 75% des train régionaux circulaient en heures de pointe, 40 000 masques ont été distribués dans les grandes gares et nous avons mesuré un taux de remplissage de 20% ». Le retour à la normale des TER est prévu pour la fin du mois. Mais la population reste hésitante, prise dans un cadre politique qui montre ses limites.

Ecrit par Laurent Garcia le 24 mai 2020

« la région a probablement perdu 5 milliards de recettes touristiques. »

Que faudrait-il pour que ça marche ? Un cap stratégique, pour commencer, au plan local. Pour Renaud Muselier, le Contrat de plan Etat-région doit se transformer en plan de relance local durable, soutenu par des fonds européens supplémentaires, pour une politique de protection du climat et de relocalisation des industries.

Peu importe comment, soit par un fédéralisme, un régionalisme, une autonomie, il faudra y arriver dans un cadre national, assure l'élu. Mais nul n'est prophète en sa ville. La métropole Aix-Marseille n'a participé à aucun des dispositifs lancés par la région et le département des Bouches-du-Rhône a préféré mettre en place son propre fonds d'action économique plutôt que d'intégrer celui de la région. Seul Jean-Claude Gaudin a accepté, un jour avant la conférence de presse téléphonique de Renaud Muselier, le principe d'une convention d'aide économique commune.

Les aides apportées aux entreprises vauclusiennes

Dans le cadre du plan 'urgence entreprise' de 174 M€ à ce jour, voici le détail des aides accordées à ce jour (14 mai) à nos entreprises départementales.

Fonds National de Solidarité

Instruit par l'Etat, le premier volet de ce fonds concernant les indépendants et très petites entreprises pour une aide de 1 500 € a touché 30 000 actifs pour 36 M€.

Instruit par l'institution régionale, le second volet du Fonds de solidarité concerne les indépendants et petites entreprises pour une aide de 2 000 à 5 000 €. Ce sont près de 110 entreprises qui ont bénéficié d'un total de plus de 286 000 €.

Fonds COVID-Résistance

Le Conseil régional et la Banque des territoires ont créé ce fonds doté de 20 M€ auquel les collectivités ont été invitées à se joindre par une contribution financière de deux euros par habitants. En une semaine, 37 M€ ont été collectés au profit des entreprises et des commerces sous forme de prêts (3000 à 10 000 €) qui ont commencés à être distribués. Plus de 150 entreprises vauclusiennes ont été aidées à ce jour pour un montant global approchant le million d'euros.

Ecrit par Laurent Garcia le 24 mai 2020

Prêt Rebond

Destiné aux PME/TPE hors secteur agricole ayant au moins un bilan, ce prêt taux zéro de la BPI (10 000 à 300 000 €) a été signé par près de 20 entreprises représentant 1,5 M€ d'encours sur un total régional de 18 M€.

Région Sud Défensif

Cette subvention ou avance remboursable permet aux entreprises qui connaissent des difficultés passagères de poursuivre leurs investissements et ancrer leur activité sur le territoire. Cinq dossiers sont en cours pour près d'1,2 M€.

Région sud garantie

Aucun dossier déposé à ce jour en Vaucluse. Destiné à toutes les TPE et PME de 0 à 250 salariés, dans tous secteurs d'activité, ce dispositif de garantit des prêts bancaires de 1 000 € à 1,8 M€ à hauteur de 80%.